

MUTATIONS AU SEIN DU TRAVAIL ET DU SYNDICALISME

Par Claudio Nascimento¹

Nombreux sont les débats en cours sur le “tournant du siècle”. Cette expression traduit un sentiment général de perplexité quant aux mutations en cours dans le monde. En fait, le grand tournant du siècle s’est déjà produit (le vingtième siècle a été un siècle court, qui a commencé avec du retard en 1914, avec la première Guerre Mondiale, et qui a fermé ses portes prématurément, en 1989). D’une certaine manière, les mutations actuelles opéraient déjà à un stade moléculaire dans les années 70, ou même en l’*annus mirabilis* de 1968. Il est vrai qu’elles ont commencé à révéler un monde complexe et profondément hostile aux travailleurs.

En Europe, la contre-offensive capitaliste a débuté dans les années 60. Ses pivots ont été le processus de mondialisation et d’informatisation de la production. Le syndicalisme ne s’est pas aperçu alors de l’amplitude et de la profondeur des mutations au sein de la production. Il s’en est rendu compte avec beaucoup de retard. Les groupes dirigeants du capital ont reformulé le savoir et le travail au sein du processus de production par l’informatisation et la mondialisation du marché financier, provoquant une crise profonde parmi les partis de masse et les syndicats, et remettant en question la forme de l’Etat-Nation.

En termes de méthodologie, la complexité et la profondeur de la crise sont telles qu’elles exigent une vision qui englobe des lapses de temps plus longs et des contradictions plus profondes.

Les mutations affectent radicalement deux secteurs du monde moderne: 1) les mondes du travail 2) le domaine de l’État-Nation.

Le premier a trait au domaine de la restructuration productive; le deuxième au domaine du territoire, des villes, des politiques publiques. Le premier requiert l’analyse de la sphère de la production, du stage actuel du “Capital”; le second, l’analyse au niveau de l’espace-territoire, de la reproduction sociale. Dans l’ensemble, c’est le phénomène que Milton Santos appelle le “système technico-informationnel”.

Dans le stade actuel de développement du système capitaliste, le monde du travail est l’objet d’une transformation dans le processus plus ample de restructuration de l’organisation de la production, la restructuration productive. Les changements sont si profonds et radicaux que

¹ Educateur Populaire, directeur de l’Ecole Sud de la CUT, Florianópolis. Traduction par Catherine Lambelet.

l'on croirait assister à une “vengeance” du capital par rapport au travail. Une nouvelle forme de capitalisme global surgit effectivement, très différente du capitalisme multinational.

L'un des signes principaux de cette histoire de la globalisation du capitalisme est le développement de capital en général, qui dépasse marchés et frontières, régimes politiques et projets nationaux, régionalismes et géopolitiques, cultures et civilisations.

Au centre de ce processus se trouve la crise du monde du travail, la révolution technologique en cours. Dans plusieurs aspects, la problématique du travail refait surface à l'époque de la globalisation du monde. La caractéristique du monde du travail à la fin du vingtième siècle, c'est qu'il est devenu réellement global. La globalisation du monde du travail se réalise à la même échelle que la globalisation du capitalisme. Les cadres sociaux et mentaux de référence se cassent, dans la mesure où la globalisation du capitalisme, en tant que processus de civilisation, atteint l'ensemble de la société humaine. Ce “désordre du travail” agit sur l'ensemble de la vie sociale: de nouvelles formes de sociabilité surgissent, un nouveau type d'individualisme, de nouvelles religions, une crise de représentation, de violence et de barbarie. L'ensemble des institutions (syndicat, parti, école, famille, Etat, Nation,...) souffrent des effets de la restructuration du processus de production. Par exemple: dans le monde du travail, les notions d' Espace, de Temps et de Fonction sont entrain d'être radicalement modifiées, ce qui oblige à une révision du rapport entre le temps et la nature du travail.

L'ampleur des mutations en cours nous fait penser à la période analysée par M. Foucault: le “passage de l' Ere classique à l'Ere Moderne”, lorsque la “naissance du travail” a modifié l'ordre social, et a engendré un “ nouvel epistème”, qui affecte la nature, les méthodes et les fonctions du savoir. Donc la période actuelle n'est pas la première où l'on parle de “crise du travail”. Dans toutes les grandes crises structurelles (à la fin du XVII eme siècle, pendant les premières quinze années du vingtième siècle, pendant l'entre-deux-guerres et surtout pendant la crise de 1930), le travail a été au centre des réflexions.

Les nouvelles technologies produisent des impacts culturels globaux sur la société comme un tout, et particulièrement sur les travailleurs. La flexibilisation implique tout un réarrangement interne et externe de la classe ouvrière, à niveau national, régional et mondial. Ses niveaux de sociabilité se modifient, ainsi que sa vie culturelle et sa conscience, parallèlement aux changements de conditions d'organisation, de mobilisation et de revendication.

Ces technologies constituent un désir ancien de l'humanité: l'émancipation humaine du travail manuel, la réduction de la journée de travail, le temps libre, une plus grande productivité du travail, entre autres. Pourtant, leur implantation a produit du chômage structurel, l'exclusion en masse, la désorganisation des familles à cause des horaires de travail flexibles et de la désorganisation des travailleurs.

Il existe un discours idéologique dominant sur les effets bénéfiques de la globalisation financière. En fait, dans l'économie mondiale, il n'y a pas eu de reprise de croissance: elle a été beaucoup plus importante dans les années 60 et 70 que dans les dernières années, malgré les progrès technologiques. Ainsi, la concentration de richesse provoque des effets d'exclusion et de polarisation dans le monde entier. Le chômage a explosé, surtout parmi les jeunes. Pourtant, chômage et globalisation ne sont pas synonymes: les économies les plus globalisées du monde, USA et Japon, possèdent les taux de chômage les plus bas. Révolution technologique ne veut pas dire chômage non plus; dans la plupart des pays, les chômeurs n'appartiennent pas aux secteurs de pointe, informatisés, mais aux secteurs désactivés par l'absence de croissance de l'économie mondiale.

Quelques lignes directrices surgissent de tout cela: la crise de la civilisation industrielle et la mutation de la valeur du travail. La globalisation du monde exprime un nouveau cycle d'expansion du capitalisme au niveau mondial, en tant que moyen de production et processus de civilisation au niveau mondial. Le futur marche en direction d'une fragmentation dualiste de la société, avec ses conséquences structurelles: la marginalisation et l'exclusion sociale, le chômage et la précarité du travail.

Au Brésil, l' "essence du néo-libéralisme" (un programme de destruction des structures collectives capables de combattre la logique du marché pur", P.Bourdieu), se traduit spécifiquement dans le domaine de l'Etat-Nation, en une alliance virtuellement hégémonique parmi les groupes, classes et blocs dominants, peut-être le premier bloc dominant plus consistant depuis la "révolution de 1930".

Dans le domaine des mondes du travail, elle se traduit par une "modernisation conservatrice" des structures productives, qui combine les différentes formes de travail (esclaviste, fordiste, post-fordiste, etc.), qui débouchent sur le chômage et "l'exclusion" de milliers de travailleurs. L'objectif central de la contre-offensive patronale, qui a débuté dans les années 90, est de démanteler la base de l'expérience dans le domaine de la praxis de l'organisation collective à travers la flexibilisation du travail.

le syndicat citoyen

Les mutations au sein du monde du travail et dans la vie en général nous amènent à remettre le mouvement syndical profondément en question. Dans quelle perspective? Dans celle où le syndicalisme aurait un rôle croissant dans la société; un syndicalisme social et plus solidaire, intégré à la citoyenneté, aussi bien dans les fabriques que dans les villes. Un syndicat organique mais aussi citoyen, qui représente les travailleurs et soit un mouvement social, qui sache affronter les défis du capitalisme en tant que mode de production et processus de civilisation. Un syndicalisme qui intègre travail et environnement, travail et éducation, travail et féminisme, travail et culture, travail et bien-être, travail et jeunesse, travail et troisième-âge.

Ce nouveau syndicalisme requiert une intégration de la conscience ouvrière avec la conscience de citoyenneté. La citoyenneté hors du monde du travail invite le mouvement syndical à se joindre à de nouvelles forces et à d'autres mouvements sociaux qui se situent en dehors du processus de production. Ainsi, comme la démocratie doit pénétrer sur les lieux de travail, le syndicalisme se doit d'embrasser la citoyenneté, l'espace public démocratique et populaire. L'espace privilégié du syndicalisme a toujours été l'entreprise et la profession (le syndicat et la fédération). Actuellement, l'aspect géographique au niveau local tend à prendre une dimension toujours plus importante. Au niveau local, le syndicalisme doit participer au débat démocratique, à la gestion de la ville, enfin, il se doit d'avoir une présence active dans la vie locale.

Dans cette perspective, le syndicalisme devra passer par des mutations profondes. Voici quelques aspects à signaler:

- Face aux défis en cours, le syndicalisme doit changer; il doit surtout s'allier avec des forces de la société civile. Face au processus de globalisation, il se doit de construire de nouveaux liens de solidarité. Ce terrain est nouveau pour le mouvement syndical, il implique une véritable "révolution culturelle", c'est-à-dire l'abandon d'une certaine conception de représentation et de négociation qui a été déterminante lorsque son objectif principal était la conquête du monopole des contrats collectifs dans les entreprises. Comment créer alors une forme de contrat collectif qui prenne également en charge les intérêts des secteurs de la population et de travailleurs "exclus" dans plusieurs domaines: habitation, protection sociale, revenu minimum, éducation, santé, transports, jeunesse, etc.?

Cette révolution au sein de la culture syndicale corporative touche également aux formes d'organisation du syndicalisme. Ainsi, un syndicalisme structuré dans les organisations verticales par branche pourra difficilement représenter organiquement ou politiquement le monde de ceux qui se trouvent dans le secteur informel, au chômage, dispersés dans le pays. Ce changement exige un saut qualitatif énorme, qui implique la révision de son organisation au niveau territorial: articuler la dimension du territoire et l'organisation inter-professionnelle sur un nouveau plateau historique. Articuler le "syndicat organique" avec le "syndicat citoyen". Organiser le syndicat sur les lieux de travail et dans ses ramifications, et amplifier son mandat politique par rapport à la société en général.

- Dans un "syndicalisme d'entreprise", les droits des travailleurs affiliés sont plus forts que ceux des secteurs "exclus" du processus de travail. Contrairement à cela, l'alternative d'un syndicat national embrasserait les intérêts de beaucoup d'autres secteurs sociaux, et non seulement ceux des travailleurs. Le point central est la représentativité du syndicat, qui tisserait des alliances avec d'autres secteurs de la société afin d'être un agent privilégié lors de la formulation collective d'un projet alternatif. La question fondamentale est de savoir quel est l'univers que le syndicat doit représenter.

- Face à la misère et au chômage qui sévissent actuellement, le syndicalisme doit assumer un rôle déterminant par rapport à l'Etat national, en valorisant le travail par des politiques de qualification professionnelle et de nouveaux droits qui permettent la qualification du travail, la création de nouveaux emplois, même "en marge" de l'économie formelle ("Economie Solidaire"), contrôler les processus de formation dans les entreprises, et remettre en question le système éducationnel en vigueur.

- Le syndicalisme a besoin de nouvelles stratégies pour la création d'emplois. La transformation d'une économie d'exclusion et d'informalisation en une "économie solidaire" peut créer un certain nombre d'emplois bien payés et qui requièrent des qualifications, comme par exemple la récupération du territoire et de l'environnement, le recyclage des déchets, les services, la formation permanente, etc.. la création de communautés coopératives d'aide mutuelle parmi les travailleurs. Ce sont les nouvelles frontières de travail.

Cependant, tout ceci ne naîtra pas spontanément, et sûrement pas de politiques des entreprises transnationales; ces nouvelles stratégies surgiront à partir de la société civile. Donc, elle aura besoin de l'appui de politiques publiques, de la communauté, et surtout du syndicalisme, afin de réussir à se transformer en une forme d'économie nouvelle, et obtenir de l'espace sur le marché.

- Combattre l'hégémonie de l'individualisme sauvage implique la construction d'une culture solidaire, et donc l'ouverture à un ensemble de sujets nouveaux que la culture syndicale n'avait pas connus jusqu'à présent, mais qui apportent des valeurs nouvelles et de nouveaux horizons. Cette nouvelle solidarité apporte de nouvelles perspectives pour le syndicalisme, une nouvelle éthique pour dessiner l'identité du syndicalisme du XXIème siècle.

- Une nouvelle culture politique passe par une politisation du quotidien. Culture veut dire praxis, c'est élémentaire, un contexte de production. L'expression "culture politique" indique un rapport quotidien, la façon dont les êtres humains discutent et décident de leurs problèmes fondamentaux. La culture naît à partir des besoins, elle s'alimente de l'histoire et ne peut être introduite "de haut en bas" (verticalement) par les institutions culturelles. C'est une activité vitale de l'esprit et des sens, une capacité humaine.

- Le néo-individualisme qui règne avec succès actuellement est une tentative de rétablissement de l'hégémonie culturelle conservatrice, qui isole les principales valeurs émancipatrices de la culture; enfin, c'est de la dépolitisation.

Cependant, le syndicalisme agit comme si culture et politique étaient deux domaines séparés. Il n'a pas conscience de son MANDAT CULTUREL. Dans la contre-offensive du capital, le développement de la micro-électronique comporte une extension de l'industrie de la conscience, dont nous ne pouvons encore prévoir totalement les ultimes conséquences,

surtout en ce qui concerne les changements de mentalité et d'opinion. Elle favorise la désagrégation et la fragmentation de la conscience et du comportement humains. Elle ne cherche pas à mieux organiser ses intérêts et ses besoins au niveau politique, en tant que moyen d'expression publique et collectif.

Dans cette perspective, le syndicalisme ne peut pas continuer à suivre une ligne politique culturelle traditionnelle. Les syndicats du futur auront à affronter un défi stratégique: développer une sensibilité culturelle qui jouera un rôle décisif au niveau existentiel et politique.

Syndicalisme et villes sans citoyens

(gestion du travail et gestion de la ville)

Du point de vue historique, la citoyenneté sur les lieux de travail tend à intégrer l'espace public de la citoyenneté. Par exemple, à l'aube de leurs luttes, les ouvriers, lorsqu'ils se mettaient en grève, sortaient des fabriques et se réunissaient sur les places des villes (le mot "grève" vient du nom d'une place où les travailleurs se réunissaient pour prendre des décisions collectives).

Ce qui naît dans les fabriques se complète sur les places publiques, Dans l'ABCD, dans les années 80., les travailleurs sont sortis des fabriques et se sont rendus sur la place Municipale où ils ont essayé d'écrire, avec leurs propres corps, le mot démocratie. Le résultat exprime la situation de la démocratie au Brésil: le mot n'a pas été complété à cause de la répression: DEMOC...

Dans cette perspective, la citoyenneté dans le monde du travail (sur les lieux de travail) passe par les OLT, instruments par lesquels les travailleurs peuvent développer la résistance, le contrôle et la gestion de l'organisation du travail. Nous appelons cela processus d'autogestion de la production. Au niveau des villes, les citoyens exercent la démocratie directement au moyen d'instruments comme le budget participatif, les forums des villes, etc. Nous appelons cela l'auto-gestion sociale. Donc, le pouvoir au niveau local s'exprime au niveau des lieux de travail articulés avec l'espace public citadin-rural. Voilà l'essence du dit "syndicat citoyen" ou "syndicat social".

l'économie solidaire

Le processus d'exclusion et de chômage structurel nous amène à revoir la question du travail, car s'il n'y a pas d'emploi, il y a beaucoup de travail, si l'on pense aux besoins de la société.

Dans la perspective analytique de Milton Santos, dans les villes des pays sous-développés, la façon particulière d'organisation de l'espace articule les formes les plus diverses de capital, de travail et de technologie. Cette organisation de l'espace urbain se caractérise par "l'espace divisé" en deux circuits de l'économie urbaine: un "circuit supérieur" qui provient directement de la modernisation technologique où opèrent les monopoles. Un "circuit inférieur", formé par des activités de petites dimensions et dont les racines se trouvent dans les populations pauvres. Le rapport entre ces deux circuits est dialectique, c'est-à-dire que le circuit inférieur, produit de la logique du circuit supérieur, entrave en même temps son expansion.

Dans ces villes, des zones de résistance prolifèrent sous la forme d'activités conçues pour répondre aux besoins concrets et immédiats de survie: ce sont de petites entreprises, dont le circuit de production, distribution et consommation travaille loin de l'univers de l'économie rationalisée et informatisée.

Il y a donc d'un côté une économie globalisée, produite du haut vers le bas, et un secteur produit de bas en haut, qui, dans les pays pauvres, est un secteur populaire, et dans les pays riches, inclut les secteurs défavorisés de la société, y compris les immigrants.

Il devient ainsi possible de former un nouveau domaine de l'économie: "l'économie solidaire", à travers des entreprises gérées par les travailleurs eux-mêmes, des coopératives de production/consommation. Dans le domaine de l'économie du travail salarié et dépendant, les travailleurs, à travers la CUT, s'organisent sur les lieux de travail; dans le domaine de l'économie solidaire, dans les entreprises d'autogestion et les coopératives, les travailleurs peuvent expérimenter de nouvelles formes de travail associé.

Pour finir, dans les villes, à travers le pouvoir local, les citoyens peuvent développer leurs organismes de démocratie directe (budget participatif, forums divers de participation populaire). Ce processus est déjà en cours dans notre pays: la CUT, les OLT, les entreprises d'autogestion, le pouvoir populaire. En ce qui concerne le pouvoir local, l'exemple de Porto Alegre est éloquent: le budget participatif, à partir de 16 conseils populaires, est l'espace public de prise de décisions, dans des séances plénières qui ont déjà mobilisé environ 200 000 personnes en deux mandats, et qui articulent plus de 1000 organismes; chaque année, ces organismes mobilisent environ 20 000 personnes. Un autre élément important est le projet "Ville Constituante", qui a déjà organisé deux "congrès constituants" pour planifier des stratégies pour la ville, avec la participation des conseillers au budget participatif et plusieurs autres organisations. Ce sont des formes différentes de construire, dans des espaces de la société différents d'une hégémonie alternative au néo-libéralisme.

L'ensemble de ces organismes formera l'espace public démocratique et populaire, ou sphère publique néo-étatique, locale, régionale, nationale et mondiale.

